

L'Adresse—M. Broadbent

Où se situe notre taux de chômage par rapport à celui des autres pays industrialisés? Selon la dernière moyenne annuelle établie en 1977, le taux de chômage était de 2.1 p. 100 au Japon, de 3.5 p. 100 en Allemagne, de 5.2 p. 100 en France, de 7 p. 100 aux États-Unis, de 7.2 p. 100 en Italie et de 8.2 p. 100 au Canada. Donc, si l'on considère la moyenne de 1977 nous sommes les plus mal lotis. Mais le premier ministre n'en a pas parlé.

Quant à l'inflation, il pense que tout va merveilleusement bien chez nous. Il ne nous a pas parlé du taux d'inflation en Suisse, au Japon ou en Allemagne, trois pays qui réussissent beaucoup mieux que nous, et je pourrais en citer bien d'autres.

Quant à la redistribution des revenus, j'ai cru un instant que j'écouterai Trotsky. Cet homme qui a pris le pouvoir en 1968, qui prétend maintenant être très inquiet de la politique conservatrice en matière de logement car il désire faire quelque chose pour les économiquement faibles, cet homme qui, avec le style combatif qui le caractérise, se prétend tellement soucieux de réparer les injustices, ne se rend pas compte qu'il y a plus d'injustices aujourd'hui qu'en 1968 alors qu'il est au pouvoir depuis dix ans.

Une voix: C'est faux.

M. Broadbent: C'est vrai, vérifiez vos chiffres.

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: J'ai écouté pendant deux heures—c'est mon tour maintenant. Si les députés vérifient les statistiques de la dernière décennie, ils constateront que la situation des pauvres au Canada s'est légèrement aggravée, peut-être pas beaucoup mais en tout cas elle s'est aggravée au lieu de s'améliorer. Cet homme qui dénonce les injustices n'a rien fait pour y remédier pendant 10 ans et pourtant il critique l'opposition officielle comme si lui-même s'était vraiment occupé du problème.

Le premier ministre parle de bons logements, de mises en chantier résidentielles comme s'il avait accompli quelque chose de miraculeux ou de fantastique. Il a dit que nous avons construit plus de maisons que des pays comme la Norvège, la Belgique ou la Suède. Encore une fois, je répète qu'il ne s'agit pas de pays qui accueillent des immigrants par milliers chaque année, et qu'ils n'ont pas besoin comme nous de renouveler leur stock d'habitations.

S'il y a quelqu'un qui mérite qu'on lui applique la distinction qu'il adresse aux autres, c'est bien le premier ministre. S'il veut opposer la raison et l'intelligence à l'imagination je lui répondrais que les statistiques qu'il nous a fournies dans le but de nous convaincre sont un véritable défi à l'intelligence. Qu'a-t-il dit? Il a dit que tout allait pour le mieux. Je répondrais qu'en choisissant vos données soigneusement vous pouvez peut-être convaincre les libéraux de l'arrière-ban à la recherche d'une solution pour les sortir du borborygme, mais que vous ne pourrez pas convaincre le Canadien moyen.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Dans le discours du trône il n'a presque pas été question de ce qui est, selon moi, le problème central, à savoir la situation de l'économie canadienne. Comme le premier ministre et le chef de l'opposition l'ont déjà dit, il y a aussi d'autres questions comme celles de l'unité nationale et du fédéralisme qu'on ne peut dissocier de la situation économique. Puis-je me permettre de souligner que le principal sujet de préoccupation est l'économie. Et l'axe principal, sinon unique,

pour aborder le problème de l'unité nationale passe également par l'économie.

● (1752)

Quel est le grand sujet de discordance économique au pays actuellement? Personne ne s'y est attaqué franchement. J'en parlerai en fonction du premier ministre. D'importantes et réelles divergences de vues me séparent du chef de l'opposition au plan des principes, mais c'est quand même le premier ministre et le gouvernement actuels qui sont chargés de nous tirer de nos difficultés. Quelle est la réalité économique? Tout le monde sait qu'il y a plus de un million de chômeurs. Le secteur privé ne fonctionne qu'à 85 p. 100 de sa capacité. En termes réels, les intentions d'investissement pour l'an prochain des entreprises sont en stagnation par rapport à cette année. Comme je l'ai déjà dit en d'autres circonstances, les hommes d'affaires ne sont pas fous, ils ne sont pas idiots. Ils souffrent actuellement d'un sous-emploi de capacité de 15 p. 100, qu'ils ne songent pas à aggraver. Ils ne vont pas par des extensions augmenter encore ce sous-emploi de 15 p. 100, ou à peu près.

Alors avec le taux de chômage, l'inflation et la stagnation du secteur privé, que faut-il faire? J'ai cru un instant que le premier ministre allait laisser la polémique de côté pour faire preuve de sérieux. Il a parlé du niveau des dépenses publiques. Il a fait une comparaison fallacieuse et facétieuse avec la Saskatchewan. Le gouvernement, a-t-il dit, s'efforce plus que la Saskatchewan de créer des emplois. Ce qu'il n'a pas dit, bien sûr, c'est que la Saskatchewan a un taux de chômage de 3.6 p. 100, situation enviable qu'il n'a jamais su réaliser à l'échelle du Canada depuis qu'il est au pouvoir. Il est évident que l'effort de stimulation fédéral doit être beaucoup plus élevé. En gérant intelligemment une économie mixte, Allan Blakeney a à peu près atteint le plein emploi en Saskatchewan. S'il désire prendre des leçons d'économie, le premier ministre aurait intérêt à s'entretenir avec lui aussi bien qu'avec Helmut Schmidt.

La grande question principale qui se pose dans notre pays est de savoir si nous devrions adopter le principe de l'austérité comme politique économique principale avec son cortège de compressions de toutes sortes. Tout cela a commencé avec Sterling Lyon. Je ne cherche pas à questionner les motifs de cette politique. C'est plutôt la politique soutenue par l'opposition officielle que je mets en cause. Voilà maintenant qu'après avoir manqué à ses propres promesses depuis quatre ans le premier ministre vient d'appliquer depuis le 1^{er} août dernier les politiques préconisées par le chef de l'opposition. Est-ce là une démarche logique sur le plan économique? Voilà la question que je tiens à soulever et à laquelle je vais essayer de répondre.

Nous vivons dans une économie mixte. Au cours de mon existence, nous avons connu au Canada et dans le monde entier, la période de croissance économique la plus intense de l'histoire de l'humanité. Depuis la Seconde Guerre mondiale jusqu'à présent nous avons enregistré la période de croissance économique la plus soutenue. Et pourquoi cela? Je le demande au premier ministre. La raison en est que c'est précisément durant cette période que les gouvernements ont commencé à jouer un rôle dans l'économie. A cause de l'expérience de la grande dépression, les économies occidentales y compris le gouvernement du Canada ont réalisé le rôle capital que pouvaient jouer les gouvernements en matière de politiques fisca-